

Province de Liège

BULLETIN PROVINCIAL

Périodique

Sommaire

Pages

**N°18 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 7 mai 2020 concernant les manifestations
et événements se déroulant en tout ou en partie sur le territoire
de la province de Liège, abrogeant celui du 6 mai 2020.*

71

**N°18 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 7 mai 2020 concernant les manifestations et événements se déroulant en tout ou en partie sur le territoire de la province de Liège, abrogeant celui du 6 mai 2020.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1^{er}, e) ;

Vu la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 4 et 11 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et particulièrement son article 1^{er} § 1^{er} a) ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et particulièrement son article 5 ;

Vu la circulaire ministérielle OOP 41 concernant l'opérationnalisation du cadre de référence CP 4 relatif à la gestion négociée de l'espace public relativement aux événements touchant à l'ordre public du 31 mars 2014 ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente le nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'arrêté de police du 6 mai 2020 relatif au non-report des activités annulées dans le cadre des arrêtés ministériels portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant la propagation et l'épidémie du nouveau coronavirus COVID-19 ;

Considérant la caractérisation du risque faite sur la base de la déclaration de l'OMS, particulièrement au regard de sa haute contagiosité, de son potentiel épidémique, ainsi que des cas détectés ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires ;

Considérant l'avis du service juridique du SPF Intérieur du 5 mars 2020 ;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, les rassemblements dans des lieux clos et couverts, mais également en plein air constituent un danger particulier pour la santé publique ;



Gouverneur de la province de Liège

Considérant, par conséquent, qu'une mesure de police imposant l'interdiction de tout rassemblement est indispensable et proportionnée ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 interdit :

- 1° les rassemblements ;
- 2° les activités à caractère privé ou public, de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive et récréative ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'arrêté de police du 6 mai 2020 relatif au non-report des activités annulées dans le cadre des arrêtés ministériels portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est abrogé.

Article 2 : Les manifestations et évènements, se déroulant en tout ou partie sur le territoire de la province de Liège, qui ont été annulés, en application des arrêtés ministériels des 13 et 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, ne pourront être reportés dans les deux cas suivants :

- lorsqu'ils nécessitent une gestion coordonnée sous la régie des autorités compétentes telle que prévue dans la circulaire ministérielle OOP 41 concernant l'opérationnalisation du cadre de référence CP 4 relatif à la gestion négociée de l'espace public relativement aux événements touchant à l'ordre public du 31 mars 2014 ;
- lorsqu'ils nécessitent la mise en place d'un dispositif préventif spécifique policier ou médical.

Article 3 : Il peut être dérogé à l'article 1^{er} dans le cas de manifestations et d'évènements soumis à des accords à portée nationale ou internationale, lesquels seraient mis à mal si ces manifestations et évènements ne pouvaient pas être reportés.

Article 4 : Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié sous pli ordinaire et par courriel.

1° Pour disposition :

- a) à l'ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) à l'ensemble des Zones de Police locale de la province de Liège ;
- c) à Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d) à Messieurs les Procureurs du Roi de Liège et Eupen.



Gouverneur de la province de Liège

2° Pour information :

- a) à la Première Ministre ;
- b) au Ministre fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur ;
- c) au Ministre-Président de la Wallonie ;
- d) au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- e) au Centre de Crise national ;
- f) au Collège provincial de Liège ;
- g) aux membres de la Cellule de sécurité provinciale.

Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, à 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Fait à Liège, le 07 mai 2020.



Hervé JAMAR



POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere des Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, des Artikels 128;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, der Artikel 4 und 11;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, insbesondere des Artikels 1, § 1, Buchst. a;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Ministeriellen Rundschreibens OOP 41 vom 31. März 2014 zur Operationalisierung des Referenzrahmens CP 4 in Sachen vereinbarte Kontrolle des öffentlichen Raums bei Vorfällen, die die öffentliche Ordnung betreffen;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 6. Mai 2020 bezüglich der Nichtverschiebung von im Rahmen der Ministeriellen Erlasse zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 abgesagten Aktivitäten;

In Erwägung der Ausbreitung und der Epidemie des neuartigen Coronavirus COVID-19;

In Erwägung der auf der Grundlage der WHO-Erklärung erfolgten Risikobeschreibung, hinsichtlich der hohen Übertragbarkeit des Coronavirus COVID-19, des epidemischen Potenzials und der festgestellten Fälle;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ernststen Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen ergreifen müssen;

In Erwägung des Gutachtens des juristischen Dienstes des FÖD Inneres vom 5. März 2020;

In der Erwägung, dass unter Berücksichtigung des Vorgehenden Zusammenkünfte in geschlossenen und überdachten Orten, aber auch unter freiem Himmel eine besondere Gefahr für die Gesundheit der Bevölkerung darstellen;

In der Erwägung, dass eine polizeiliche Maßnahme zur Auferlegung eines Versammlungsverbots folglich unerlässlich und verhältnismäßig ist;

In der Erwägung, dass Artikel 5 des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 Folgendes verbietet:

- 1° Zusammenkünfte;
- 2° private oder öffentliche Aktivitäten kultureller, sozialer, festlicher, folkloristischer oder sportlicher Art sowie Freizeitaktivitäten;

ERLÄSST der Gouverneur der Provinz Lüttich:

Artikel 1: Der Polizeierlass vom 6. Mai 2020 bezüglich der Nichtverschiebung von im Rahmen der Ministeriellen Erlasse zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 abgesagten Aktivitäten wird aufgehoben.

Artikel 2: Veranstaltungen und Ereignisse, die ganz oder teilweise auf dem Gebiet der Provinz Lüttich stattfinden und die in Anwendung der Ministeriellen Erlasse vom 13. März und 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 abgesagt wurden, können in folgenden zwei Fällen nicht verschoben werden:

- wenn sie die koordinierte Verwaltung unter der Leitung der zuständigen Behörden erfordern, wie vorgesehen im Ministeriellen Rundschreiben OOP 41 vom 31. März 2014 zur Operationalisierung des Referenzrahmens CP 4 in Sachen vereinbarte Kontrolle des öffentlichen Raums bei Vorfällen, die die öffentliche Ordnung betreffen;
- wenn sie die Einrichtung eines spezifischen präventiven polizeilichen oder medizinischen Aufgebots erfordern.

Artikel 3: Von Artikel 1 kann abgewichen werden bei Veranstaltungen und Ereignissen, die Abkommen von nationaler oder internationaler Tragweite unterliegen, die beeinträchtigt würden, wenn diese Veranstaltungen und Ereignisse nicht verschoben werden könnten.

Artikel 4: Die Gemeindebehörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 5: Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

Artikel 6: Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und durch gewöhnlichen Brief und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a) alle Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b) alle lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c) die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d) die Prokuratoren des Königs von Lüttich und von Eupen,

2. zur Information an:

- a) die Premierministerin,
- b) den Föderalminister der Sicherheit und des Innern,
- c) den Ministerpräsidenten der Wallonie,
- d) den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- e) das nationale Krisenzentrum,
- f) das Provinzkollegium von Lüttich,
- g) die Mitglieder des provinziellen Sicherheitsbüros.

Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel, Rue de la Science 33 oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.

Lüttich, den 7. Mai 2020



Hervé JAMAR